

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 532 DU JEUDI 18 OCTOBRE 2018 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Mahamadou Issoufou, Bazoum Mohamed et le soldat Salou

Le général Salou Djibo a-t-il introduit une demande de retraite anticipée ?

L'information est sur les réseaux sociaux et dans certains organes de la place. « Le général Salou Djibo aurait introduit une demande de retraite anticipée ». Le temps s'écoule, lentement mais sûrement, dévoilant progressivement les facettes de l'imbroglio politique vers lequel le Niger s'achemine. L'élection présidentielle de 2021, en particulier, fait profiler de gros nuages d'inquiétude à l'horizon. Pour cause, le principal parti au pouvoir, le PndsTareyya, est miné de l'intérieur par une crise latente dont il n'a pas forcément les clés de la résolution. Déjà dans l'expectative avec l'incertitude d'un soutien de Mahamadou Issoufou à Mohamed Bazoum pour la candidature à la présidentielle au titre du parti, les militants du PndsTareyya ont eu un coup de tonnerre en apprenant que le Président Issoufou aurait un pacte secret avec le général Salou Djibo, le tombeur de Mamadou Tanja et chef de la junte militaire qui a dirigé la transition de février 2010 à avril 2011. L'information, donnée, pour une seconde fois, par Hama Amadou depuis Londres (Grande Bretagne) où il séjournait à l'invitation de la diaspora nigérienne vivant dans ce pays, n'est pas encore avérée, il y a toutefois dans l'environnement politique des faits qui tendent à faire croire que ça va barder bientôt au Niger. Un comité de soutien de Mohamed Bazoum spontané a vu le jour. Un autre, acquis à Brigi Rafini, verrait bientôt le jour, apprend-on sur les réseaux sociaux.



Présidentielle 2021

Mohamed Bazoum, de plus en plus dans l'incertitude

ZVS et le barrage de Kandadji

À qui un pistolet en or a-t-il été offert ?

Comité de réflexion sur le code électoral et le règlement intérieur du CNDP

L'article 8 du code électoral, le combat de toute la classe politique

Economie

Qu'est-ce qui se passe à la BOA ?

Le conseil
c'est nous,
le bonheur
c'est vous !



- Conseil
- Prix
- Qualité

tél : 20 73 42 12
Batimat Niger
Avenue de la Mairie Face B.I.A

Batimat
Tout pour la maison, du sol au plafond

Comité de réflexion sur le code électoral et le règlement intérieur du CNDP

L'article 8 du code électoral, le combat de toute la classe politique

2021 est loin, très loin. Un parti politique est un regroupement de citoyens sur la base d'un projet de société. Il vise à conquérir le pouvoir d'Etat pour l'exercer en vue de mettre en œuvre son projet de société, qui s'inscrit en principe dans le cadre de l'intérêt général. Le respect de ces formations politiques s'impose à tous, car ce respect est inscrit dans la Constitution. Qu'un parti politique s'intéresse au code électoral, au fonctionnement de cet outil de prévention et de règlement des conflits politiques qu'est le Conseil national de dialogue politique, pensé et institué par Hama Amadou, est tout à fait normal et ne surprend guère. Par contre la subite création d'un comité chargé de réfléchir sur le code électoral et le règlement intérieur a surpris plus d'un. On se demande quel feu le pouvoir a derrière lui pour mettre en place en catimini ce fameux comité. Un pouvoir qui, à travers ces grandes gueules et ses thuriféraires, narguait les nigériens en général pour lesquels ils n'ont que du mépris, et l'opposition en particulier. Certains pensent à un enfumage de la part d'un pouvoir vomi par le peuple et dont le principal parti qui est le PNDS

Tarayya est en putréfaction avancée. Une pure diversion pour détourner les esprits des citoyens ailleurs en attendant que les camarades se règlent les comptes et se concassent. Tout comme chaque fois qu'il y a un évènement de portée nationale dont la responsabilité du gouvernement est engagée, le régime trouve le moyen de créer un faux évènement pour distraire les nigériens. Qu'à cela ne tienne. L'opposition, elle doit savoir ce qu'elle veut. La lutte qu'elle mène est une lutte républicaine. Et relativement aux élections, toute son énergie doit être déployée sur la composition de la CENI, la composition des bureaux de vote, ainsi que les conditions d'éligibilité. Si un parti ou regroupement de partis politiques n'est pas représenté dans des structures comme la CENI et les bureaux de vote, à la manière dont certains partis et hommes politiques sont portés sur le hold-up, la fraude électoral et les faux procès-verbaux, autant dire que ce parti renonce à ses ambitions. Or, l'actuelle Commission électorale nationale indépendante (CENI) ressemble fort bien à une structure de base du PNDS Tarayya. Quant aux bureaux de

vote, par une décision prise on sait sur quelle base, le président de la CENI a la latitude de nommer qui il veut dans les bureaux de vote. A votre avis, qui il va nommer ? La réponse est claire. Sur les conditions d'éligibilité, que personne ne se fasse d'illusion. L'article 8 qui a été revu, et taillé sur la personne de Hama Amadou en vue de le rendre inéligible, concerne tous ceux qui peuvent prétendre à un quelconque mandat électif. Et Dieu sait qu'avec les régimes antidémocratiques que nous avons, tout homme politique peut être pris pour n'importe quelle raison, jeté en prison, jugé et condamné juste un an pour le disqualifier. Donc le combat est citoyen, d'intérêt général, comme chaque fois que le droit est bafoué et méprisé. « Le combat autour de l'article 8, nous ne le faisons pas pour quelqu'un mais pour nous tous. 2021 est loin. Si nous laissons passer cette disposition scélérate, chacun d'entre nous peut être pris et condamné pour un an seulement. C'est un combat de tout homme politique qui a des ambitions pour ce pays. C'est trop facile de penser éliminer ses adversaires politiques de cette manière. Ceux qui sont en haut

aujourd'hui descendront demain, tout comme ceux qui sont en bas aujourd'hui, monteront », nous a dit un homme politique de la place. Pour le pouvoir, l'annonce de la participation de l'opposition aux assises du comité est déjà en soi une victoire. Il a sûrement des points de vue à défendre. Mais le pouvoir, lui qui semble l'oublier, doit savoir que le fondement du CNDP est le consensus, et non un vote mécanique. Une seule personne peut avoir raison sur tous. Le PNDS et son minuscule allié ne pesaient rien, et pourtant leurs points de vue étaient pris en compte. En dehors du consensus, point de CNDP. Autrement l'opposition n'y a pas sa place. Elle ne doit pas servir de simple faire-valoir pour le régime des camarades à l'intention de la communauté internationale ou bien pour un probable report, au demeurant anticonstitutionnel des élections pour permettre à quelqu'un de s'incruster au pouvoir. Si ses positions, somme toute défendables, ne sont pas prises en compte, l'opposition claque tout simplement et immédiatement la porte et le fait savoir à la communauté nationale et internationale, à haute et intelligible voie. Elle doit alors ne pas se laisser divertir.

Bisso

Politique

Le parti Zarimi Talkawa gagne de plus en plus du terrain

Créé après les élections générales de 2016, le parti Zarimi Talkawa est un méconnu de la scène politique nationale au regard de son jeune âge. Mais, aujourd'hui, avec le leadership de son président fondateur, ce parti est en train de prendre de plus en plus de l'envol. Un essor appréciable consécutif aux actions de qualité menées par ses dirigeants sur le terrain. Des actions qui vont de la sensibilisation des populations sur la citoyenneté à la protection des biens publics en passant par l'aide aux plus démunis. Des actions salvatrices qui font de cette jeune formation politique une valeur sûre. Avec cette démarche salutaire, le parti Zarimi Talkawa fait la différence sur le terrain politique, notamment dans la région de Dosso. Aujourd'hui, l'ambition que nourrit le parti pour les populations, surtout rurales, lui ouvre des grandes perspectives avec une adhésion massive des popula-

tions déçues par le comportement de certains hommes politiques. Avec sa vision développementaliste, Zarimi se démarque de ces considérations grégaires qui font uniquement des populations rurales un détail électoral. Zarimi Talkawa, lui, met la population rurale au centre des grandes décisions avec toutes les valeurs intrinsèques. En tout cas, Issoufou Idrissa, qui est son fondateur, fait du respect de la valeur humaine la quintessence de sa politique. C'est ce qui explique, depuis quelques temps, l'arrivée massive des nouveaux adhérents dans le parti. Et surtout avec l'effritement de l'ANDP Zaman Lahiya, beaucoup sont les militants qui migrent vers le parti Zarimi Talkawa. Une situation qui fait aujourd'hui la joie d'Issoufou Idrissa et de ses camarades qui se sont sacrifiés pour donner à ce nouveau parti un souffle et une assise certaine et dynamique.

Politique

L'ANDP se vide

Après son congrès controversé tenu il y a quelques temps, l'ANDP est aujourd'hui traversé par une tempête qui est en train de dévaster l'essentiel de sa force. Ce courant dévastateur anéantit dangereusement le parti qui se vide chaque jour. Du reste, après avoir assisté au départ massif de ses militants pour le Lumana dans la région de Dosso et Tillabéry, le parti se desquame davantage avec la défection de Boubé Djassibo. Grand mobilisateur et opérateur économique, Boubé Djassibo a décidé de quitter l'ANDP pour s'accrocher directement aux pans de Issoufou Mahamadou. Cela, certainement, afin de profiter au maximum des avantages liés au soutien. Le

départ de Djassibo est un coup dur pour l'ANDP. Un départ provoqué par la crise de confiance et le conflit d'intérêts qui se sont invités dans le parti dès le lendemain du décès du président Moussa Djermaakoye. Mais pour certains analystes politiques, certes son départ est un coup dur pour l'ANDP, mais il risque de se heurter à la réalité du terrain. Un terrain aujourd'hui acquis au parti de Hama Amadou qui est très populaire dans son Bitinkoji natal. Pour dire que, l'on se demande si la base suivra. Surtout qu'actuellement la gouvernance de Mahamadou Issoufou est vomi dans le Niger profond. En tout état de cause, les jours à venir nous y édifieront.

Présidentielle 2021

Mohamed Bazoum, de plus en plus dans l'incertitude

La révélation du deal entre Salou Djibo et Mahamadou Issoufou a été reçue par bien de militants du PNDS comme un coup de massue dont certains ne se relèveront pas, si le contrat venait à être exécuté. C'était lors d'une rencontre avec les militants de la diaspora de son parti à Londres, en Angleterre, que Hama Amadou a parlé d'un contrat signé, sous la transition militaire de 2010 à 2011, entre Salou Djibo, président du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD) et Mahamadou Issoufou, candidat du PNDS Tarayya aux élections de 2011. A entendre Hama Amadou, homme politique bien informé et qui n'a pas l'habitude de parler de choses qu'il ne connaît pas et dont il n'a pas la preuve, le deal obligerait Mahamadou Issoufou à renvoyer l'ascenseur à Salou Djibo pour services rendus. Un donné pour un reçu en quelque sorte. Et quand Hama Amadou parle, on l'écoute, car l'homme est connu pour sa franchise. Lorsqu'il dirigeait le parlement, ses discours d'ouverture et de clôture des sessions de l'Assemblée nationale constituaient l'évènement politique et l'heure de rendez-vous à ne pas manquer pour rien au monde. Concernant ce deal, beaucoup de nigériens soupçonnaient depuis son existence entre les deux hommes, vu le traitement préférentiel que le candidat du PNDS avait fait l'objet de la part de Salou Djibo sous la transition. Il y a de quoi vraiment retourner l'ascenseur. Les nigériens comprennent aujourd'hui pourquoi le candidat Issoufou bénéficia d'une escorte militaire

digne d'un chef d'état lors de ses déplacements et meetings de campagne, alors que certains candidats étaient chaque jour menacés d'arrestation par le pouvoir. La soit disant tentative de coup d'Etat où des officiers supérieurs de l'armée ont été impliqués ne viserait donc rien d'autre qu'écarter ceux d'entre les membres de la junte qui n'auraient pas cautionné le deal. Pour les infortunés, le seul objectif de l'intervention de l'armée en vue d'arrêter la dérive de Tandja dans son Tazartché, était la restauration effective de la démocratie à travers l'organisation d'élections libres et transparentes. Peu importe le vainqueur. Tout s'éclaire donc aujourd'hui dans l'esprit des nigériens, même ceux qui refusent d'y croire, avec les « confidences » faites par Hama Amadou. Confidences qui ont ébranlé le parti au pouvoir. Depuis la rencontre de Londres, rien ne va plus au sein du Parti nigérien pour le développement et le socialisme. La sérénité est partie en vacances, la certitude a subitement déserté le camp des camarades marxistes léninistes, admirateurs de Lénine. Malgré les dénégations de certains proches de Salou Djibo (parents, membres de son cabinet et du gouvernement. Chacun y va de sa plume et de sa science, comme encore en mission en gardiens du temple, pour montrer que les propos de Hama Amadou ne reflètent pas la vérité. Les démentis fusent de toutes parts et pourtant. Ça rappelle notamment les révélations de Hama Amadou sur l'intention de Tandja de faire Tazartché, ainsi que sur le frauduleux prêt



Eximbank. Des nigériens, au plus haut sommet de l'Etat, ont d'abord crié au mensonge et au scandale, pour revenir ensuite, platement et toute honte bue, reconnaître les faits. Au niveau des camarades, conscients que le danger pourrait venir de partout, surtout de leur propre camp, des comités de soutien commencent à voir le jour. Quand le président d'un parti s'appuie sur des comités de soutien, cela signifie que le parti ne parrainera pas sa candidature. Ou bien, même dans le cas où il serait le candidat offi-

ciel, les consignes seraient données en faveur d'un autre. Qui ça pourrait être ? L'on pense naturellement, en ce moment précis, au chef de la junte de 2011-2012. Aux dernières nouvelles, celui-ci aurait d'ailleurs déposé une demande de mise en retraite anticipée. Est-ce pour se conformer à la Constitution qui impose à certaines catégories de citoyens de démissionner s'ils veulent briguer un mandat électif ? Time will tell. Les nigériens seront édifiés dans les jours, mois à venir. **BISSO**

Economie

Qu'est-ce qui se passe à la BOA ?

C'est la question récurrente que certains clients de la banque se posent depuis quelques temps. Des clients qui, selon des témoignages, jugent peu catholiques certaines pratiques au niveau de la banque. Notamment dans la gestion des cartes bancaires.

Selon des témoignages, beaucoup de clients seraient victimes de la défaillance du système. Aujourd'hui, au risque de perdre beaucoup de leurs clients, les responsables de cette banque se doivent de mettre les bouchons doubles

pour sécuriser les comptes des clients.

En tout cas, nous avons reçu beaucoup de témoignages qui s'interrogent ces derniers temps sur la fiabilité des guichets automatiques. Des témoignages qui suscitent et orientent vers une investigation pour tirer au clair cette situation qui est en train de plonger des clients de cette banque dans un gouffre financier. Lesquels remarquent avec stupeur et amertume leur économie subtilisée par des brigands. Nous y reviendrons !

Mahamadou Issoufou, Bazoum Mohamed et le soldat Salou

Le général Salou Djibo a-t-il introduit une demande de retraite anticipée ?

L'information est sur les réseaux sociaux et dans certains organes de la place. « Le général Salou Djibo aurait introduit une demande de retraite anticipée ». Le temps s'écoule, lentement mais sûrement, dévoilant progressivement les facettes de l'imbroglie politique vers lequel le Niger s'achemine. L'élection présidentielle de 2021, en particulier, fait profiler de gros nuages d'inquiétude à l'horizon. Pour cause, le principal parti au pouvoir, le PndsTareyya, est miné de l'intérieur par une crise latente dont il n'a pas forcément les clés de la résolution. Déjà dans l'expectative avec l'incertitude d'un soutien de Mahamadou Issoufou à Mohamed Bazoum pour la candidature à la présidentielle au titre du parti, les militants du PndsTareyya ont eu un coup de tonnerre en apprenant que le Président Issoufou aurait un pacte secret avec le général Salou Djibo, le tombeur de Mamadou Tanja et chef de la junte militaire qui a dirigé la transition de février 2010 à avril 2011. L'information, donnée, pour une seconde fois, par Hama Amadou depuis Londres (Grande Bretagne) où il séjournait à l'invitation de la diaspora nigérienne vivant dans ce pays, n'est pas encore avérée, il y a toutefois dans l'environnement politique des faits qui tendent à faire croire que ça va barder bientôt au Niger. Un comité de soutien de Mohamed Bazoum spontané a vu le jour. Un autre, acquis à Brigi Rafini, verrait bientôt le jour, apprend-on sur les réseaux sociaux. À l'exclusion du président du Pnds et du Premier ministre actuel, certains citent Mahamadou Issoufou, président de la République en fin de mandat. Il lui est prêté des intentions malveillantes. Et il a beau clamer qu'il ne modifiera pas la constitution ni brigner un troisième mandat que lui interdit formellement la loi fondamentale, beaucoup de gens continuent de douter de sa parole. Si la constitution nigérienne ne permet pas de le considérer comme un potentiel candidat, une disposition indiquant clairement que nul ne peut, en aucun cas, faire plus de deux mandats à la tête de l'État, il reste cependant les Nigériens ont été si habitués à la violation des lois depuis sept ans qu'ils sont très nombreux à dire qu'ils n'accordent aucun crédit véritable aux propos de Mahamadou Issoufou. Du reste, dans les discussions de fadas et de salons, certains évoquent ses engagements et ses promesses dans la perspective des élections générales de 2016. Le 2 août 2015, dans son adresse traditionnelle à la nation, il avait déclaré

solemnellement ceci : « je mettrai un point d'honneur à contribuer à l'expression libre des suffrages du peuple nigérien et à l'organisation d'élections inclusives. [] je ne cautionnerai pas l'organisation d'élections tropicalisées pour ne pas dire truquées. [] C'est dire que je considérerai des élections mal organisées comme un échec personnel et je ne serai jamais à la base d'un travestissement de l'expression de la volonté populaire ».

Le Président Mahamadou Issoufou parle mais ne convainc pas

Malgré la solennité de ses propos, le Président Issoufou n'inspire pas véritablement confiance. Et si l'article induit toute impossibilité d'un scénario à la Poutine, du nom du Président russe qui a fait de l'intermédiation avec un proche collaborateur avant de revenir à la tête de la Russie par le biais d'élections, les Nigériens n'excluent pas un coup de force à la Kabila. D'où la méfiance avec laquelle ils considèrent Mahamadou Issoufou. Mais le Président Issoufou n'est la seule inconnue de cette aventure présidentielle. Il y a surtout l'ombre du soldat Salou qui plane et qui inquiète tous les Nigériens. Bazoum Mohamed, le président du PndsTareyya, en sait sans doute quelque chose, lui qui attend dans l'anxiété, que Mahamadou Issoufou mette définitivement fin à cette rumeur persistante qu'il roulerait pour le soldat Salou et qu'en tout état de cause, lui, Bazoum, ne serait pas le candidat du parti à la présidentielle prochaine. Les choses seraient si avancées que le général Salou aurait introduit, selon des informations publiées sur les réseaux sociaux et dans certains journaux, une demande de retraite anticipée dans la perspective de 2021. Vraie ou fausse, l'information a davantage enflammé le climat politique déjà tendu dans un contexte où une source anonyme confie que le Président Issoufou aurait rencontré les présidents des huit délégations régionales du Pnds pour leur signifier qu'il n'a pas encore désigné son candidat. Intervenant à un moment où Bazoum Mohamed parcourt le Niger, l'information, si elle est avérée, est un cinglant désaveu pour le président du PndsTareyya. Pour notre source, en termes clairs, si Mahamadou Issoufou a effectivement tenu ces propos, ce serait une façon pour lui de dire à ses hôtes que Bazoum n'est ce candidat qu'ils attendent de connaître. Les discussions engagées entre majorité présidentielle, opposition et partis non affiliés sur la révision du code électoral se poursuivent ainsi au siège

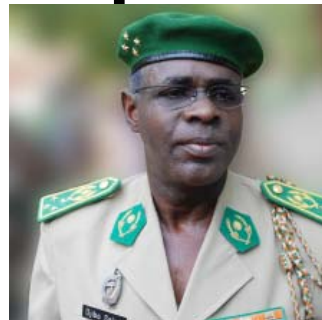
du CNDP [Ndlr : Conseil national de dialogue politique] dans un climat de suspicion considérable et d'intransigeance. La volonté affichée par le régime pour aller vers une loi électorale consensuelle serait largement prise en défaut par l'intransigeance de ses représentants, en particulier des acteurs politiques qui, hier, encore, défendaient le principe d'un code électoral accepté de tous.

Le général Salou Djibo attend son heure

Le général Salou Djibo, lui attend, son heure. S'il reste discret sur la question du deal qui le lierait à Mahamadou Issoufou, il est toutefois disert sur la perspective de son retour au pouvoir. À ses proches et à ceux qu'il essaie de recruter, il ne s'en cache pas et croit dur comme fer que rien ne l'empêcherait. Si sa demande de retraite anticipée est avérée, le général Salou confirme de fait l'existence de ce deal secret entre lui et Mahamadou Issoufou. Outre qu'un départ anticipé de Salou Djibo de l'armée ridiculiserait l'ambassadeur du Niger au Tchad qui a cru devoir apporter un démenti formel à une information dont il est la source de l'évasion, la situation mettrait le PndsTareyya en état d'implosion. Nullement ébranlé par la rumeur qui gonfle, Salou Djibo sait qu'il n'a rien à attendre, ni de Bazoum Mohamed ni de Brigi Rafini, encore moins de ceux qui gravitent autour de ces hommes. Celui qu'il attend, c'est le Président Issoufou dont il est resté en constante relation, selon un proche du soldat. S'il parle, il ébranlera sans doute la terre sous les pieds de Mahamadou Issoufou. Il garde donc le silence mais ne ferait pas moins avancer ses pions secrètement.

Des signes avant-coureurs

« L'affaire du deal secret entre Mahamadou Issoufou et le général Salou Djibo est un fait, et même ceux qui se taisent, y compris au Pnds, le savent », a confié au Courrier une source qui a requis l'anonymat. La source affirme que l'ambassadeur Cissé Ousmane n'aurait jamais dû publier ce malheureux communiqué qui le ridiculise. Bientôt, confie-t-il, les faits le démentiront et il sera dans ses petits souliers, sans compter qu'il subira la sanction de ceux qui estiment qu'il les a trahis. Avec le recul, les Nigériens font le compte et se rendent compte que rien n'a été fait au hasard. Premier fait que les Nigériens évoquent régulièrement dans leurs causeries, le gouvernement de la Transition militaire de



Salou Djibo a abondamment été dominé par le PndsTareyya et Mahamadou Issoufou les a tous récompensés par des postes intéressants dès qu'il a pris les rênes du pays. Deuxième fait, non moins important, la révélation d'une tentative d'atteinte à la sûreté de l'État, qui a été, plus tard, révélé faux, mais qui a coûté cher à certains hauts gradés de l'armée nigérienne. Troisième élément prépondérant, le candidat Mahamadou Issoufou a parcouru le Niger profond, sous bonne garde des Forces de défense et de sécurité (Fds). Quatrième élément de suspicion, les proches de Salou Djibo ont été maintenus ou nommés à des postes stratégiques. Pour Tamboura Issoufou, secrétaire à l'information du Mnds Nassara, dont la hiérarchie du parti chercherait la tête, le deal secret entre Mahamadou Issoufou et Salou Djibo ne souffre d'aucun doute. Le débat à faire reste alors de savoir si Mahamadou Issoufou tiendra ses engagements vis-à-vis du général Salou, s'il va finalement adouber Bazoum Mohamed ou s'il va jouer sa propre partition.

Laboukoye

LE COURRIER

Hedomadaire d'informations

générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09

96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur

Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

Adhésion de Boubé Gassibo au PndsTareyya

Le coup de poignard de Bazoum Mohamed à l'Andp Zaman Lahiya

En fin de compte, Boubé Gassibo, militant de poids de l'Andp Zaman Lahiya, a confirmé ce qui se racontait partout. Le dimanche dernier, entouré de sa cour et de fidèles partisans, Boubé Gassibo a fait lire une déclaration de presse pour informer l'opinion publique nationale de sa décision d'adhérer au Pnds Tareyya. A la demande expresse, précisez la déclaration, de Mohamed Bazoum qui a fait le déplacement pour le trouver à son bureau et lui en faire la

demande. En adhérant au PndsTareyya, Boubé Gassibo va ainsi grossir les rangs du parti de Mohamed Bazoum, faisant une grosse entaille dans les rangs déjà faméliques de l'Andp Zaman Lahiya tombé dans un marasme total depuis la disparition de feu Adamou Moumouni Djermakoye. Mais, s'ils fustigent le départ de Gassibo, nombre de militants de l'Andp ont plutôt une bile contre le Pnds Tareyya qui travaille manifestement à affaiblir ses alliés politiques.

Décès d'Amadou Ousmane

Un homme de grande valeur s'en est allé Amadou Ousmane, l'auteur de « 15 ans, ça suffit ! », « Le témoin gênant », « Le nouveau juge », « Chroniques judiciaires » et bien d'autres ouvrages, a tiré sa révérence, hier, mardi 16 octobre 2018, des suites d'une maladie contre laquelle il se battait depuis un certain temps.

L'homme est parti, laissant à ses parents, ses proches et ses amis, le souvenir d'un cadre compétent, très cultivé, mais d'une sobriété et d'une humilité extraordinaires. Respectable et respecté, Amadou Ousmane était d'un commerce facile. Il prenait les choses avec philosophie, mais était d'une fidélité tenace à ses amitiés et à ses convictions politiques qu'il exprimait partout et devant n'importe qui, au risque parfois d'hypothéquer des projets qui lui tenaient pourtant à cœur. C'était d'ailleurs le cas avec le projet d'un réalisateur burkinabé qui lui avait fait la proposition de porter « Chroniques judiciaires » à l'écran. Ce projet, dont il avait souhaité voir la réalisation pour effacer le souvenir, amer, de « Saraounia » de Med Hondo, le réalisateur tunisien qui a porté à l'écran une œuvre de l'illustre disparu sans la moindre référence au Niger.

Pour ceux qui ne le savaient pas, Amadou Ousmane était un patriote hors pair. Il a exigé du réalisateur burkinabé intéressé par « Chroniques judiciaires » que le film soit entièrement tourné au Niger ; que l'ORTN et le centre nigérien de cinématographie soient associés ; que des comédiens nigériens figurent dans le film, etc. En contrepartie, Amadou Ousmane gagnait la modique somme d'un million de francs CFA. Pour lui, m'a-t-il confié, ce qui était important, c'était que le Niger gagne quelque chose dans ce projet. D'où sa brochette de conditions musclées que le réalisateur burkinabé a toutes acceptées. Cependant, malgré la volonté d'Amadou Ousmane et l'intérêt du réalisateur burkinabé, et bien que d'un grand intérêt pour le Niger, le projet n'a pas connu de démarrage du fait de certaines contingences politiques déplorable et détestables.

Journaliste de la première génération du Niger indépendant, Amadou Ousmane a fait les années glorieuses du



Temps du Niger, avant le Sahel et le Sahel hebdo, aux côtés d'illustres aînés tels qu'IdéOuamrou, GarbaSidikou, DiadoAmadou, etc. Sous le pseudonyme d'ARBI, feu Amadou Ousmane a notamment égayé et fidélisé les lecteurs du journal gouvernemental, animant la rubrique « Les propos d'Arbi » avec une rare compétence.

En tant qu'écrivain, l'homme qui a attiré les foudres du colonel Seynikountché en rapportant dans le Temps du Niger un accident de circulation dont il était un des protagonistes - quelques jours avant le coup d'État du 15 avril 1974 - avant d'en devenir l'attaché de presse, est un monument dont certains chefs d'Etat de la sous-région ont fait appel aux compétences.

Ayant été un des jeunes journalistes et apprentis écrivains qui ont eu la chance d'être accompagnés et soutenus par l'illustre disparu, je me sens honoré de lui rendre ce vibrant hommage. Je garde particulièrement de l'homme le souvenir d'un aîné qui a toujours été là pour moi, plein de prévenance et de sollicitude. Fonctionnaire des Nations Unies dans le cadre du maintien de la paix au Burundi où, en mission avec la Secrétaire générale de la CONFEMEN, madame Hima Adiza, je l'avais trouvé en novembre 2008, il nous avait fait l'honneur de nous inviter à déjeuner d'abord, au bord du lac Tanganyika, puis à dîner, à sa résidence personnelle.

C'est un monument qui s'en va à jamais, fier et honoré par tant de reconnaissances, au Niger et à l'extérieur.

Que la terre te soit légère, El Hadj et que le Paradis Firdaws soit ta demeure éternelle !

Ainsi soit-il !

Ton jeune frère, MODI ALZOUOMA Moussa

Seconde session ordinaire du CESOC au titre de l'année 2018

Une session close sur une note de satisfaction générale

La seconde session ordinaire du Conseil économique et social (CESOC), au titre de l'année 2018, a clos ses travaux le Jeudi 11 Octobre 2018. La cérémonie de clôture a été présidée par Elhadj Akoli Daouel, président par intérim de l'institution, en présence des conseillers et de plusieurs invités.

Dans son mot à cette occasion, Elhadj Akoli Daouel s'est tout d'abord félicité de la bonne tenue des travaux de la session. Raison pour laquelle il s'est dit réjoui, « particulièrement, de ce que nous ayons adopté une nouvelle approche stratégique par la mise en route très prochaine du plan quinquennal d'actions de l'institution. De même, quinze jours durant, nous nous sommes penchés, très minutieusement, sur de nombreuses problématiques touchant la vie économique, sociale et culturelle de la Nation. A ce sujet, nos pertinentes recommandations prouvent, si besoin en est, que chacun de nous est animé du souci de rendre le CESOC encore plus performant parce que ses avis contribuent à impacter positivement les politiques publiques de développement de notre pays »

Elhadj Akoli Daouel a aussi rendu un hommage mérité aux responsables gouvernementaux et administratifs pour leur disponibilité en les assurant de l'engagement total de son institution à apporter sa contribution pour fixer des perspectives et pour définir des stratégies de développement de notre pays. Ainsi, selon toujours le président par intérim du CESOC, nous avons suivi, avec grand intérêt, la brillante communication sur l'histoire du Niger comme contribution à la construction de la citoyenneté. Nous avons noté à ce sujet que chaque Nigérien est interpellé quant à ses connaissances des événements de notre passé qui impliquent de facto le développement du sentiment national et le rayonnement du pays. Au cours de cette session, les conseillers ont suivi avec intérêt les interventions des ministres, notamment celle du Ministre en charge de l'Education Primaire sur les impacts de certaines réformes dans le domaine de l'enseignement, ou encore celle de la ministre en charge de la planification sur le plan de développement économique et social PDES 2017-2021. A propos de la communication du ministre

de l'éducation primaire, le président Elhadj Akoli Daouel a indiqué que le CESOC apprécie hautement la création d'écoles dites de seconde chance, dont les résultats sont très concluants. En effet, ce type d'établissements constitue un excellent moyen de lutte contre l'analphabétisme et de maintien des enfants à l'école. Le CESOC recommande en conséquence, d'étendre cette expérience sur l'ensemble du territoire national. Aussi, suite à la suppression du Certificat de Fin d'Etudes du Premier Degré, « les conseillers sont unanimes quant à la nécessité d'une évaluation plus rigoureuse des élèves en classe de CM2 pour le passage en 6^{ème} et de mieux cerner l'impact de la réforme sur le second cycle », a ajouté le président..

Durant les 15 jours qu'a duré cette session, les conseillers ont abordé plusieurs questions d'importance capitale pour la vie de l'institution et du développement économique social et culturel du pays. En dehors des interrogations des conseillers sur certaines approches mises en œuvre par l'institution et dont les résultats n'ont toujours pas répondu aux attentes, les conseillers ont aussi discuté sur le plan d'action du CESOC. Un plan d'actions qui permettra à l'institution de faire ses interventions avec cohérence et interdépendance. En outre, les capacités des conseillers ont aussi été renforcées à travers des présentations d'éminents spécialistes sur des mesures techniques et outils relatifs à l'élaboration des termes de références et des notes de cadrages ; des méthodes et techniques d'élaboration d'un schéma d'aménagement foncier et des techniques de suivi-évaluation des politiques publiques. Il a été aussi question de communications sur des questions économiques, sociales et culturelles, notamment sur les enjeux de la migration. Sur ce point, la conviction profonde du président Akoli Daouel est que les jeunes africains, d'une manière générale, doivent se rendre compte que l'Europe n'est qu'un Eldorado hypothétique. Les dangers de la traversée du désert et de la mer en témoignent très éloquentement. La question de la construction de la citoyenneté a été également l'un des sujets importants abordés ou encore l'organisation du sommet de l'Union Africaine dans notre pays, l'assainissement du climat des affaires et le partenariat public-privé.

M.D



Rentrée solennelle à l'institut l'Elite de Niamey

La formation à l'Elite de Niamey, du lourd dans les CV

Lancement le samedi 13 Octobre 2018 de la rentrée solennelle de l'institut l'élite de Niamey dans l'amphithéâtre de l'école nationale de l'Administration et de la Magistrature (ENAM). C'était au cours d'une cérémonie en présence du ministre des enseignements supérieurs, de la recherche et de l'innovation, des enseignants et chercheurs du supérieur, des membres de l'administration de l'institut, du corps professoral, étudiants et plusieurs autres invités.

Dans le discours de bienvenue qu'il a prononcé à cette occasion, l'ancien ministre de l'enseignement supérieur et fondateur de l'institut Elite de Niamey, Mamoudou Djibo PHD, a tout d'abord salué les invités pour leur présence à cette cérémonie avant de décliner les ambitions, les filières de formation et les opportunités de formation qu'offre l'institut aux étudiants et professionnels nigériens et de la sous-région. Selon le fondateur, après sept années d'existence, l'Institut a formé plusieurs diplômés dans plusieurs domaines contribuant ainsi à l'effort de construction nationale du pays. L'IEEN a formé depuis cette date 25 Masters, 66 licences professionnelles et générales, de quoi se réjouir au niveau de l'administration de l'institut. Pour le fondateur, l'IE de Niamey propose diverses formations qualifiantes et capacitantes à la carte ou à la demande. Avec un corps enseignant qui compte 3 enseignants de rang A du CAMES. En dehors des professionnels aguerris, tous les enseignants qui interviennent à l'Elite sont au moins titulaires du Doctorat.

Pour cette rentrée académique 2018-2019, plusieurs innovations sont en cours à l'institut l'Elite de Niamey selon le fondateur, « des programmes de Brevet de Technicien Supérieur (BTS d'Etat) en industrie agro-alimentaire, en communication des entreprises, en secrétariat de direction et en administration et gestion des organisations. L'administration compte également introduire dans le circuit de l'autorisation de nouvelles filières, des masters en ingénierie documentaire (information, archivistique et autres),

en suivi-évaluation, en médiation pour le développement en population et développement. Tous les investissements qu'une telle ambition exige sont commandés par l'unique vocation et la conviction que la formation à l'Elite est du plomb pour alourdir les CV et de l'or pour les entreprises, a ajouté Mamoudou Djibo Phd.

Cette cérémonie a été également une occasion pour échanger sur l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur et de la recherche mise en place au Niger à travers l'Agence Nationale d'Assurance Qualité et un exposé sur le système Licence-Master-Doctorat : enjeux et perspectives. Deux conférences introductives qui étaient animées par le Professeur Boureima Amadou, ancien vice-recteur de l'Université Abdou Moumouni de Niamey. Selon le conférencier, l'Agence nationale d'assurance qualité dont s'est doté le Niger, la deuxième dans la sous-région après celle du Sénégal, est une nouvelle stratégie qui marque l'amélioration du système éducatif qui reste au centre des préoccupations majeures du Niger avec la politique nationale de développement économique et social. Et l'on sait que cette vision est déclinée à travers le cadrage macro-économique, notamment dans le PDES 2017-2021, dans le programme sectoriel de l'éducation et de la formation (le PSEF 2014-2024) et de manière générale dans tous les pans de la politique de développement du Niger, l'éducation étant au centre des préoccupations. L'agence a pour mission, entre autres, d'assurer la qualité de l'enseignement et de la formation dans les institutions d'enseignement supérieur privées et publiques au Niger. La deuxième conférence, toujours animée par le Professeur Boureima Amadou, était, quant à elle, axée sur le système LMD : enjeux, forces, faiblesses et opportunités, une conférence qui a suscité un long débat entre les participants pour la compréhension de tous.

Qu'est ce qui distingue L'Institut Elite des autres ?

L'Elite dispose d'un corps professoral de haut rang. Il est d'ailleurs l'un des rares, pour ne pas dire le



seul institut de formation de la place, à n'utiliser presque exclusivement que des enseignants chercheurs et des titulaires du Doctorat. Autre particularité, l'Elite ne recrute qu'à partir du Baccalauréat ou de la Licence : « ils ne trompent personne avec des formules du genre « sous réserve du Bac » et ne délivrent pas de formation BTS ».

L'institut privé l'Elite de Niamey vous propose une gamme de formation variées, performantes, valorisantes et porteuses d'emploi ; des parcours académiques diplômants, professionnels et de recherche ; diverses formations qualifiantes et capacitantes, à la carte ou à la demande. En mettant en place des programmes de licence et de master professionnels, l'institut privé l'Elite de Niamey entend mettre à la disposition de l'Etat, des collectivités, des projets de développement, des entreprises publiques et privées, des ONG et des autres organisations de la société civile, des diplômés hautement qualifiés et performants, immédiatement prêts à la production parce que préparés aux réalités du milieu professionnel. L'Elite, c'est aussi un enseignement aux normes du REESAO et du CAMES. Les responsables de l'institut se fixent comme perspectives en 2018, de présenter les diplômés exécutés au CAMES et une quête permanente d'amélioration et d'excellence. L'institut l'Elite de Niamey, une école qui donne la priorité à la pratique dans la formation des apprenants.

M.D

Gestion des boues de vidange à Niamey

Vers la réalisation des stations de traitements des boues de vidange

Ces dernières années la ville de Niamey a connu un accroissement important de sa population, alors que les infrastructures destinées à l'assainissement sont restées peu développées. Sous l'effet de cette urbanisation non contrôlée, l'on constate une augmentation de la consommation d'eau potable d'où par conséquent une augmentation de la quantité des rejets d'eaux usées. En conséquence, la gestion des boues de vidange des ménages et des latrines publiques devient un véritable problème d'assainissement malgré la présence d'entrepreneurs privés qui s'occupent à la collecte et l'évacuation des boues dans la nature.

Malheureusement, la vidange et le rejet des excréments issus des fosses de latrines qui se fait dans la nature par les camions citernes et/ou mutuellement à proximité des habitations est assimilable à la défécation à l'air libre. Cette pratique impacte négativement sur l'environnement et sur la santé des populations notamment celles riveraines des lieux de rejet des excréments ainsi que celle du personnel effectuant les opérations de vidange et de rejet.

Le gouvernement du Niger a obtenu

de l'Association internationale de Développement (IDA), le financement du projet «Eau et Assainissement en Milieu Urbain (PEAMU)», en vue d'accroître l'accès à des services durables d'eau potable et d'assainissement amélioré en milieu urbain et de contribuer ainsi aux efforts du gouvernement du Niger pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Ce projet a prévu dans sa composante assainissement, la réalisation de deux stations de traitement de boues de vidange à Niamey dont la première est prête à fonctionner.

C'est justement dans l'optique d'optimiser le dispositif de la gestion des stations de traitement des boues de vidange (STBV), à travers elles, l'ensemble de la filière de boues de vidange que la ville de Niamey entend œuvrer pour une adhésion massive des populations de la ville au bon fonctionnement des usines de traitement des boues de vidange. Notons par ailleurs qu'au total trois stations sont prévues pour la gestion des boues de vidange de la ville de Niamey. Elles doivent constituer à terme les points exclusifs de dépôtage des boues de vidange pour la ville de Niamey.

ZVS et le barrage de Kandadji

À qui un pistolet en or a-t-il été offert ?

Le dossier ZVS, du nom de l'entreprise russe, adjudicataire surprenant du marché de construction du barrage de Kandadji, n'est pas prêt d'être fermé. Et à chaque fois qu'il est agité, ceux qui ont compris la réalisation de ce projet structurant, ont la chair de poule, inquiets pour leur liberté, eu égard aux actes crapuleux qu'ils ont posés contre les intérêts de l'État pour se construire un empire financier à travers un capital immobilier. Mais les auteurs ne sont pas uniquement dans le camp soupçonné ou du moins, le champ des mis en cause s'étend au-delà des commis de bureau. Selon les informations dont dispose Le Courrier, un haut responsable de la Transition militaire a reçu, à titre de cadeau de motivation, un pistolet en or

massif de la part de ZVS. Cela n'a rien à voir avec la vingtaine de milliards donnés en dessous de table pour se voir octroyer la réalisation du barrage de Kandadji. Un projet hypothéqué par la suite par des sorties de fond fantaisistes au profit de ZVS qui devait recouvrer les fonds investis sans avoir réalisé quoi que ce soit. La pratique, systématique, de faire ces virements bancaires au profit de ZVS sans aucun rapport d'un travail équivalent réalisé sur le terrain, a choqué les responsables de ZVS-même au point qu'ils ont écrit une lettre aux autorités nigériennes pour fustiger cette malheureuse façon de servir son pays. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

TURKISH AIRLINES

PROMO

Réservez Maintenant

FESTIVAL DE PROMOTIONS DE TURKISH AIRLINES

Découvrez le monde grâce aux tarifs promotionnels de Turkish Airlines. Turkish Airlines vous offre un festival de promotions.

Réservez jusqu'au 30 Novembre 2010 pour des départs entre le 1er Septembre et le 10 Décembre.

Pour plus de renseignements, rendez-vous sur turkishairlines.com ou appelez votre agence de voyages.

WWW.TURKISHAIRLINES.COM

LA RENTRÉE GÉNÉREUSE

LE DÉCODEUR + LA PARABOLE A 40000 FCFA

50000 FCFA*

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

94 24 11 11

10000 D'UNE COMMUNICATION SOCIALE SELON VOTRE CATEGORIE

LES BOUQUETS CANAL+